

[Texte]

understand they have already lifted the quotas. The United States uses a quota system as much as they use a tariff system for imports. We make very little use of the quota system but they use it quite frequently and extensively. Actually it can be more controlling than tariffs, sir.

• 1145

Mr. Towers: To pursue this matter further, with regard to the Department of Health and beef that is not allowed to be fed on, shall we say, DES at the present time, the farmers in Canada cannot make use of this 15 per cent advantage and yet beef is coming in from the United States with this additive by way of the implant. This is not fair to the Canadian public, if it is the law. If the recent statement that it is detrimental to the well being of the individuals who eat this meat is true, then the consumer is suffering, whereas if this is not true, then the producer of beef is suffering and losing this 15 per cent advantage, and this is a deplorable situation and this is why I say there has to be understanding between yourself and these other departmentalists.

Mr. Whelan: That is right. I agree with you that there has to be understanding, but let us be fair about it. We know there is still DES in beef in Canada, and even if an implant were placed on December 31, which was the last day they were on sale in Canada, there is going to be DES in that beef for four months, until the end of April, so to say that they are being treated differently by using American beef rather than Canadian beef at the present time is not 100 per cent accurate. DES was never used in any more than 50 per cent of our beef products in Canada, so there has always been a tremendous amount of the beef products that have been consumed by Canadians that have not contained DES, and there is also a tremendous amount of American beef that has never contained DES. It is a very hard thing to control, but we are running tests on beef every week to check for DES in it.

I concede that it is a confusing situation at the present time. We are selling beef products to the United States and we are importing beef products into Canada at the same time, but we are selling much more to the United States than we are importing.

The Vice-Chairman: This will be your last question, Mr. Towers.

Mr. Towers: I had two or three more, Mr. Chairman, but I will go to my last one. The Minister said that he will be talking to his provincial counterparts in July. Does this mean we will not have an election before July?

Mr. Whelan: That is up to you—partly, anyway.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Marchand.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Towers touched on the questions I wanted to cover, but I would like to go back and expand a bit on a couple of them. Perhaps I will go back to an earlier part of the Minister's statement. You mentioned that six provinces have now signed agreements under the Small Farm Development Program. Did you mention which six they are? If not, could you . . .

[Interprétation]

menté les contingentements. Les États-Unis utilisent un système de contingentements tout autant qu'ils utilisent un système de tarifs douaniers pour les importations. Nous nous servons très peu du système de contingentements alors qu'ils s'en servent très fréquemment et au maximum.

En fait, monsieur, cela peut permettre un contrôle beaucoup plus efficace que les tarifs douaniers.

M. Towers: Pour poursuivre cette question un peu plus avant, pour ce qui est du ministère de la Santé et du fait qu'on ne puisse pas faire entrer de SDE dans la nourriture des bœufs à l'heure actuelle, les agriculteurs canadiens ne peuvent pas profiter de cet avantage de 15 p. 100 et pourtant on laisse entrer les bœufs venant des États-Unis qui ont été nourris de cet additif. Si c'est la loi, c'est injuste envers le public canadien. S'il est vrai comme on l'a dit dernièrement que manger cette viande peut nuire à la santé des individus, c'est le consommateur qui en souffre. D'un autre côté, si ce n'est pas vrai, c'est le producteur de viande de bœuf qui en souffre et qui perd cet avantage de 15 p. 100, ce qui est déplorable. Voilà pourquoi je dis qu'il faut une entente entre vous-même et ces autres ministères.

M. Whelan: C'est exact. Je conviens qu'il faut qu'il y ait cette compréhension, mais il ne faut pas être injuste. Nous savons qu'il y a toujours des bœufs au Canada nourris à base de SDE, et même si l'injection a été faite le 31 décembre, dernier jour de sa vente au Canada, la présence de ce SDE dans le bœuf va se maintenir pendant quatre mois, jusqu'à la fin d'avril. Par conséquent, dire qu'il y a une différence entre la viande de bœuf américaine et la viande de bœuf canadienne à l'heure actuelle n'est pas exact à 100 p. 100. Le SDE n'a jamais été utilisé dans plus de 50 p. 100 du bœuf produit au Canada et par conséquent, il y a toujours eu énormément de viande consommée par les Canadiens qui ne contenait pas de SDE, et il y a également une énorme quantité de bœuf américain qui n'a jamais contenu de SDE. C'est très difficile à contrôler, mais nous faisons des analyses toutes les semaines pour vérifier la teneur en SDE dans le bœuf.

J'avoue que la situation est assez confuse à l'heure actuelle. Nous vendons de la viande de bœuf aux États-Unis et nous importons de la viande de bœuf au Canada en même temps, et nous vendons plus aux États-Unis que nous n'importons.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question, monsieur Towers.

M. Towers: J'en avais encore deux ou trois de plus, monsieur le président, mais je passerai à la dernière directement. Le ministre a dit qu'il parlerait à ses homologues provinciaux en juillet. Cela veut-il dire que nous n'aurons pas d'élection avant juillet?

M. Whelan: C'est de vous que cela dépend, en partie, tout du moins.

M. Towers: Je vous remercie, monsieur le président.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Monsieur Marchand.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Je vous remercie, monsieur le président. M. Towers a évoqué les questions que je voulais poser, mais je voudrais revenir un peu en arrière et avoir plus de détails sur certaines d'entre elles. Je vais revenir sur la première partie de la déclaration du ministre. Vous avez dit que six provinces ont maintenant signé des accords aux termes du programme de développement et d'adaptation des petites exploitations agricoles.